

Enjeux des politiques de redistribution et inégalités

Master 1 INEDITE (SO1FHM)

Lundi 10 à 12h, salle 5313, actuellement en ligne (lien Moodle du cours : [POLRED](#))

Enseignant : Axel Pohn-Weidinger (apohnweidinger@unistra.fr, permanences tous les lundis de 12 à 13h – merci de me contacter à l’avance).

Si vous avez des questions relatives au cours, vous pouvez les poser dans le « forum » de l’espace Moodle du cours (si elles concernent potentiellement d’autres étudiant.e.s) ou bien contacter l’enseignant individuellement via Moodle.

Description

En prenant le relais du cours « l’État social et les politiques sociales » de Thomas Collas, ce séminaire propose d’abord aux étudiant.e.s un regard généalogique sur le système de protection sociale français à travers l’analyse des multiples ramifications de sa transformation récente. La focale est mise sur les discours et dispositifs qui ont émergé au fil des trente dernières années et que nous examinerons à travers une grille de lecture sensible aux inégalités qu’ils engendrent ou reconduisent, de même que, plus largement, à travers la façon dont ils repositionnent la question sociale dans son ensemble.

« Insertion », « activation », « parcours », « droit opposable », « fraude », « non-recours », « ciblage », « dématérialisation » : sous leur apparente technicité, chacune des notions abordées dans ce cours recouvre des manières contemporaines de définir vers qui les politiques de redistribution doivent être orientées, avec quel objectif, avec quelle justification et de quelle manière.

En changeant d’échelle analytique, le cours propose aux étudiant.e.s une analyse axée sur les pratiques professionnelles et les usages ordinaires des institutions, du droit et de l’argent, avec, ici aussi, une focale dirigée sur les mécanismes de production des inégalités – de genre, de race, de classe – qui œuvrent au sein des politiques de redistribution, à partir de quelques champs d’investigation empiriques choisis en interaction avec les étudiants et en fonction de leurs centres d’intérêt, qu’il s’agisse de la fiscalité, du surendettement, du vaste champ des prestations sociales (prestations familiales, minima sociaux etc.), du système de retraite, de la formation professionnelle, du logement (social), ou encore de l’accès à la justice ou aux services publics.

Evaluation

Vous avez trois possibilités de valider le cours :

1. Un écrit de 2 heures le 29 mars (modalité prévue dans les MEEC)
2. Un dossier de 12 000 signes (+/- 30%, valeurs indicatives), à rendre le 18 avril avant minuit. Le dossier porte sur l’un des thématiques proposé dans le syllabus. Si vous souhaitez travaillé sur un autre sujet – toujours en lien avec

les politiques sociales, qui correspondrait davantage à vos centres d'intérêt ou votre sujet de mémoire, merci de me faire une proposition argumentée. Le dossier sera à déposer sur Moodle. Date limite : 18 avril à minuit.

3. Participation active : rédiger une question argumentée sur chaque texte de la *lecture obligatoire* et poser cette question dans le séminaire (ou inversement). Si vous rédigez des questions sur les textes de la première séance vous obtiendrez des points supplémentaires.

Programme des séances

1. (18 janvier 2021) : « Question sociale »

Lecture obligatoire : (Castel, 2008 ; Laé, 2012, 1996 : 57-59)

Lecture supplémentaire (Ewald, 1983, 1990 ; Hatzfeld, 1971, 1982)

2. (25 janvier) : « Nouvelle question sociale »

Lecture obligatoire : (Murard, 2003a ; Rosanvallon, 1995)

Lecture supplémentaire : (Damon, 2008 ; Ewald, 1990 ; Lafore, 2010)

3. (1 février) : « Surendettement »

Lecture obligatoire : (Perrin-Heredia, 2013 ; Berardi, Gaulier, Zignago, Monteil et Nivat, 2019 ; Rebière, 2005 : 493-495)

Lecture supplémentaire : (De Montlibert, 2009 ; Perrin-Heredia, 2011 ; Plot, 2009)

4. (8 février) : « Fraude »

Lecture obligatoire : (Dubois and Lieutaud, 2020 ; Dubois, Paris and Weill, 2018)

Lecture supplémentaire : (Damon, 2011 ; Dubois, 2012 ; Fragonard, 2011)

5. (15 février) : « Droit au logement »

Lecture obligatoire : (François, 2017 ; Weill, 2013)

22 février : vacances

6. (1 mars) : « Usager »

Lecture obligatoire : (Siblot, 2005 ; Weller, 2018)

Lecture supplémentaire : (Avenel, 2003 ; Siblot, 2006)

7. (8 mars) : « Recours »

Lecture obligatoire : (Avenel, 2003 ; Spire, 2011)

Lecture supplémentaire : (Fassin, 2000, 2001 ; Laé, 2008)

8. (15 mars) : « Non-recours »

Lecture obligatoire : (Deville, 2018 ; Kesteman, 2014)

Lecture supplémentaire : (Défenseur des droits, 2019 ; Domingo and Pucci, 2012, 2013 ; Perron-Bailly and Castell, 2018 ; Warin, 2009)

9. (22 mars) : « Parcours »

Lecture obligatoire : (Quenson, 2011 ; Zimmermann, 2019)

Chiffres : (Lambert and Marion-Vernoux, 2014)

Lecture supplémentaire : (Pohn-Weidinger and Weissmann, 2017 ; Teillet, 2015)

(29 mars) Examen

Sur l'ensemble des thématiques, pensez à consulter les rapports statistiques produits par la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), qui est une direction de l'administration centrale des ministères sanitaires et sociaux).

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/>

Vous y trouverez des chiffres sur l'évolution de « l'opinion des Français sur les politiques publiques d'aide sociale » ou sur « l'action sociale des communes » (Cheikh Tidiane et Leroux, 2020), sur la « part des cotisations et des contributions sociales rapportées au revenu disponible des ménages » (Gonzalez, Roussel, Héam, Mikou, et al., 2018)...

D'autres thèmes sont possibles...

10. « Minimum vital »

(Duvoux, 2008 ; Gomel, Méda and Serverin, 2017 ; Lafore, 1989 ; Serverin, 1988)

11. « Argent public »

(Avenel, 2002 ; Ogien, 1999 ; Weill, 2015)

12. « L'accès au droit »

(Borgetto, 2000, 2004 ; Lafore, 2000, 2014), les travaux d'Aude Lejeune (Lejeune, 2011b, 2011a)

13. « Ciblage »

(Borgetto and al, 2003 ; Damon, 2008 ; Math, 2003 ; Warin, 2010)

14. « Activation »

(Astier, 2007 ; Dumont, 2011 ; Ludwig-Mayerhofer, Behrend and Sondermann, 2014)

15. « Conscience » du droit social : perspectives américaines

(Cowan, 2004 ; Ewick and Silbey, 1991 ; Munger, 2002, 2007 ; Sarat, 1990)

16. « Accès au logement »

(Bourgeois, 2013, 2018 ; Bourgeois and Le Galès, 2019 ; Dietrich-Ragon, 2013 ; Pala, 2005)

La protection sociale : ouvrages et textes généraux

(Castel, 1995, 2000, 2009 ; Ewald, 1986 ; Hatzfeld, 1971 ; Laé, 1996 ; Murard, 2003b, 2004 ; Rosanvallon, 1990 ; Supiot, 1994)

Bibliographie

ASTIER I., 2007, *Les nouvelles règles du social*, Paris, Puf.

AVENEL C., 2002, "Le travail social à travers les pratiques d'attribution des aides financières," *Revue des politiques sociales et familiales*, 67, 1, pp. 3–19.

AVENEL C., 2003, "La relation aux aides sociales du point de vue des familles bénéficiaires," *Recherches et Prévisions*, 72, pp. 37–52.

BERARDI N., GAULIER G., ZIGNAGO S., MONTEIL F., NIVAT D., 2019, "Le surendettement et les femmes," *Bulletin de la Banque de France*, 224.

BORGETTO M., 2000, "L'irrésistible ascension des 'droits à...'," *Informations sociales*, 81, pp. 4–19.

BORGETTO M., 2004, "Les enjeux actuels de l'accès aux droits," *Informations sociales*, 120.

BORGETTO M., AL ET, 2003, "Le ciblage en question(s) (Dossier)," *Informations sociales*, n°108, p. pp.4-125.

- BOURGEOIS M., 2013, “Choisir les locataires du parc social ?,” *Sociologie du travail*, 55, 1, pp. 56–75.
- BOURGEOIS M., 2018, “From Groups to Individuals? The Making of Target Publics in the French Administration of Low-Rent Housing,” dans BARRAULT-STELLA L., WEILL P.-E. (eds.), *Creating Target Publics for Welfare Policies: A Comparative and Multi-level Approach*, Cham, Springer International Publishing, pp. 155–176.
- BOURGEOIS M., LE GALÈS P., 2019, *Tris et sélections des populations dans le logement social: une ethnographie comparée de trois villes françaises*, Paris, Dalloz, xiv+646 p.
- CASTEL R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- CASTEL R., 2000, “La propriété sociale,” dans MICHAUD Y. (ed.), *Qu’est-ce que la société ?*, Odile Jacob, pp. 401–412.
- CASTEL R., 2008, “La propriété sociale : émergence, transformations et remise en cause,” *Esprit*, 347, pp. 171–190.
- CASTEL R., 2009, *La montée des incertitudes: travail, protections, statut de l’individu*, Paris, Seuil.
- COWAN D., 2004, “Legal Consciousness: Some Observations,” *The Modern Law Review*, 67, 6, pp. 928–958.
- DAMON J., 2008, “La mise sous condition de ressources des allocations familiales : une discrimination vraiment positive ?,” *Revue de droit sanitaire et social*, 44, 2, pp. 336–352.
- DAMON J., 2011, “Droits et fraudes,” *Droit social*, 5, pp. 540–542.
- DE MONTLIBERT C., 2009, “Le surendettement. L’endettement des ménages à la française,” *Savoir / Agir*, 8, pp. 57–65.
- DÉFENSEUR DES DROITS, 2019, “Dématérialisation et inégalités d’accès aux services publics.”
- DEVILLE C., 2018, “Les chemins du droit,” *Gouvernement et action publique*, N° 3, 3, pp. 83–112.
- DIETRICH-RAGON P., 2013, “Qui rêve du logement social ?,” *Sociologie*, Vol. 4, 1, pp. 19–42.
- DOMINGO P., PUCCI M., 2012, “Les non-recourants au RSA,” *L’essentiel*, 124, pp. 1–4.
- DOMINGO P., PUCCI M., 2013, “Les vecteurs du non-recours au revenu de solidarité active du point de vue de l’usager,” *Informations sociales*, n° 178, 4, pp. 72–80.

- DUBOIS V., 2012, “« La fraude sociale : la construction politique d’un problème public »,” dans *Les métamorphoses du contrôle social*, Paris, La Dispute, pp. 27–38.
- DUBOIS V., LIEUTAUD M., 2020, “La « fraude sociale » en questions,” *Revue française de science politique*, Vol. 70, 3, pp. 341–371.
- DUBOIS V., PARIS M., WEILL P.-É., 2018, “Des chiffres et des droits. Le data mining ou la statistique au service du contrôle des allocataires,” *Revue des politiques sociales et familiales*, 126, 1, pp. 49–60.
- DUMONT D., 2011, “Activation rime-t-elle nécessairement avec stigmatisation ? Une mise en perspective critique du procès de l’État social actif,” *Droit et société*, n° 78, 2, pp. 447–471.
- DUVOUX N., 2008, “Le RMI : retour sur un tournant des politiques d’insertion,” *Regards croisés sur l’économie*, n° 4, 2, pp. 182–192.
- EWALD F., 1983, *Le droit du travail : une légalité sans droit?*, Fondation Saint-Simon, 34 p.
- EWALD F., 1986, *L’État providence*, Paris, B. Grasset, 608 p.
- EWALD F., 1990, “La société assurantielle,” *Risques*, 1, pp. 2–23.
- EWICK P., SILBEY S.S., 1991, “Conformity, Contestation, and Resistance: An Account of Legal Consciousness,” *New England Law Review*, 26, pp. 731–750.
- FASSIN D., 2000, “La supplique. Stratégies rhétoriques et constructions identitaires dans les demandes d’aide d’urgence,” *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 55, 5, pp. 955–981.
- FASSIN D., 2001, “Charité bien ordonnée: Principes de justice et pratiques de jugement dans l’attribution des aides d’urgence,” *Revue Française de Sociologie*, 42, 3, p. 437.
- FRAGONARD B., 2011, “Quelques remarques sur la fraude aux prestations servies par les caisses d’allocations familiales,” *Droit social*, 5, pp. 521–522.
- FRANÇOIS C., 2017, “Un droit au logement à géométrie variable. Les ancrages sociospatiaux du Fonds solidarité logement,” *Espaces et sociétés*, n° 170, 3, pp. 91–106.
- GOMEL B., MÉDA D., SERVERIN E., 2017, “RMI, RSA : projets politiques et performances sociales,” dans BARBIER J.-C., POUSSOU-PLESSE M., GAY R. (eds.), *Protection sociale: le savant et la politique*, Paris, Éditions La Découverte, pp. 179–193.
- HATZFELD H., 1971, *Du paupérisme à la sécurité sociale: essai sur les origines de la sécurité sociale en France 1850-1940*, Paris, A. Colin, 344 p.
- HATZFELD H., 1982, “La difficile mutation de la sécurité-propriété à la sécurité-droits,” *Prévenir*, 4, pp. 55–59.

- KESTEMAN N., 2014, “Le fondement des politiques d’accès aux droits dans la branche famille du régime général : le non-recours aux prestations,” *Regards*, N° 46, 2, pp. 87–97.
- LAÉ J.-F., 1996, *L’instance de la plainte : une histoire politique et juridique de la souffrance*, Paris, Descartes & Cie, 1 p.
- LAÉ J.-F., 2008, “Le clapotis des mots gracieux,” *Sociologie et sociétés*, 40, 2, p. 109.
- LAÉ J.-F., 2012, “La propriété sociale, une transmutation du politique dans le contractuel,” dans CASTEL R., MARTIN C. (eds.), *Changements et pensées du changement : échanges avec Robert Castel*, Paris, La Découverte, pp. 274–284.
- LAFORE R., 1989, “L’allocation d’un revenu minimum,” *Revue de droit sanitaire et social*, 25, 4, pp. 661–678.
- LAFORE R., 2000, “Le droit aux droits,” *Informations sociales*, 81, pp. 80–87.
- LAFORE R., 2010, “La juridicisation des problèmes sociaux : la construction juridique de la protection sociale,” *Informations sociales*, n° 157, 1, pp. 18–27.
- LAFORE R., 2014, “L’accès aux droits, de quoi parle-t-on ?,” *Regards*, N° 46, 2, pp. 21–32.
- LAMBERT M., MARION-VERNOUX I., 2014, “Quand la formation continue...Repères sur les pratiques de formation des employeurs et salariés,” *CEREQ Enquêtes*.
- LEJEUNE A., 2011a, *Le droit au droit: les juristes et la question sociale en France*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 130 p.
- LEJEUNE A., 2011b, “Conscientiser les individus au droit: la construction sociale des besoins et demandes juridiques,” *Canadian Journal of Law & Society / La Revue Canadienne Droit et Société*, 26, 3, pp. 563–583.
- LUDWIG-MAYERHOFER W., BEHREND O., SONDERMANN A., 2014, “Activation, Public Employment Services and their Clients: The Role of Social Class in a Continental Welfare State,” *Social Policy & Administration*, 48, 5, pp. 594–612.
- MATH A., 2003, “Cibler les prestations sociales et familiales en fonction des ressources. Eléments de comparaison européenne - IRES,” *Revue de l’IRES*, 41, pp. 3–57.
- MUNGER F., 2002, “Dependency by Law:: Welfare and Identity in the Lives of Poor Women,” dans *Lives in the Law*, University of Michigan Press, pp. 83–122.
- MUNGER F., 2007, “Rights in the Shadow of Class: Poverty, Welfare, and the Law, in: The Blackwell Companion to Law and Society,” dans SARAT A. (ed.), *The Blackwell companion to law and society*, [Nachdr.], Malden, Mass. [u.a.], Blackwell Publ. (Blackwell companions to sociology. - Malden, Mass. [u.a.] : Blackwell, 2000-), pp. 330–354.

- MURARD N., 2003a, “Les métamorphoses de la responsabilité,” dans *La morale de la question sociale*, Paris, La Dispute, pp. 167–212.
- MURARD N., 2003b, *La morale de la question sociale*, Paris, La Dispute.
- MURARD N., 2004, *La protection sociale*, Paris, La Découverte, 121 p.
- OGIEN A., 1999, “Situation de décision : une analyse des pratiques d’attribution d’argent public,” *Droit et société*, 42–43, 1, pp. 365–391.
- PALA V.S., 2005, “Le racisme institutionnel dans la politique du logement social,” *Sciences de la Société*, 65, pp. 87–102.
- PERRIN-HEREDIA A., 2011, “Faire les comptes : normes comptables, normes sociales,” *Genèses*, 84, pp. 69–92.
- PERRIN-HEREDIA A., 2013, “La mise en ordre de l’économie domestique. Accompagnement budgétaire et étiquetage de la déviance économique,” *Gouvernement & action publique*, 2, pp. 303–330.
- PERRON-BAILLY E., CASTELL L., 2018, “Lutte contre le non-recours : 63 % des personnes pouvant bénéficier d’une prestation sociale y accèdent après un rendez-vous des droits - Ministère des Solidarités et de la Santé,” *Études et Résultats*, 1058.
- PLOT S., 2009, “Du flambeur à la victime ?,” *Sociétés contemporaines*, 76, 4, pp. 67–93.
- POHN-WEIDINGER A., WEISSMANN M., 2017, “L’ouvrier, l’entretien et l’évolution : l’appropriation de la Loi 2014 dans une usine automobile,” *Sociologies pratiques*, 35, pp. 95–104.
- QUENSON E., 2011, “Les salariés des grandes entreprises face à l’individualisation de la formation,” *Regards sociologiques*, 41–42, pp. 115–130.
- REBIÈRE N., 2005, “Définir et dénombrer les surendettés,” dans CUDEO (ed.), *La population de la France. Evolutions démographiques depuis 1946*, Pessac, pp. 809–844.
- ROSANVALLON P., 1990, *L’État en France: de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 369 p.
- ROSANVALLON P., 1995, “L’individualisation du social,” dans *La nouvelle question sociale : repenser l’État-providence*, Paris, Seuil, pp. 197–223.
- SARAT A., 1990, “‘...Law is all over’. Power, Resistance and the Legal Consciousness of the Welfare Poor,” *Yale Journal of Law & the Humanities*, 2, 2, pp. 343–379.
- SERVERIN É., 1988, “Solidarité nationale et solidarité familiale dans l’allocation du revenu minimum d’insertion (R.M.I.),” *Actes : Les cahiers d’action juridique*, 65, pp. 24–28.
- SIBLOT Y., 2005, “Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations,” *Sociétés contemporaines*, no 58, 2, pp. 85–103.

- SIBLOT Y., 2006, « « Je suis la secrétaire de la famille ! » La prise en charge féminine des tâches administratives entre subordination et ressource, » *Geneses*, no 64, 3, pp. 46–66.
- SPIRE A., 2011, “La domestication de l’impôt par les classes dominantes, » *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 190, 5, pp. 58–71.
- SUPIOT A., 1994, *Critique du droit du travail*, Paris, France, Presses universitaires de France.
- TEILLET G., 2015, “Des ouvriers face à la formation continue : inégalités d’accès et pluralité des dispositions sociales, » *Savoirs*, N° 38, 2, pp. 91–107.
- WARIN P., 2009, “Une approche de la pauvreté par le non-recours aux droits sociaux, » *Lien social et Politiques*, 61, pp. 137–146.
- WARIN P., 2010, “Ciblage de la protection sociale et production d’une société de frontières, » *SociologieS*.
- WEILL P.-E., 2013, “Le droit au service des personnes défavorisées ?, » *Gouvernement et action publique*, n° 2, 2, pp. 279–302.
- WEILL P.-E., 2015, “L’exercice collectif du pouvoir discrétionnaire, » *Politix*, n° 112, 4, pp. 223–244.
- WELLER J.-M., 2018, “Les figures de l’usager dans les réformes de modernisation des services publics, » *Informations sociales*, n° 198, 3, pp. 48–56.
- ZIMMERMANN B., 2019, “Sécuriser les parcours par le compte: formation continue, droits subjectifs et politiques de la singularité, » dans *Le parcours en question*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion.